

grevé n'ouvre pas les yeux sur sa mauvaise administration. L'opinion qui l'exige, c'est celle de quelques rares échappés des loges maçonniques qui en veulent aux institutions catholiques et à leur influence ou de quelques hâbleurs qui n'ont aucune notion d'économie politique.

Le Gouvernement et la Législature d'une Province se font vraiment trop d'injure de subir de telles influences, qu'elles viennent du dehors ou du dedans.

Nous dirons toute notre pensée à ceux qui ont assez d'intelligence et de noblesse d'âme pour la prendre comme nous la donnons. L'opinion publique fût-elle travaillée davantage par des courants d'idées malsaines, ce serait à ceux qui sont les chefs du peuple de l'éclairer et de la redresser. C'est une piètre excuse de faire de mauvaises lois parce qu'une opinion mal formée ou insuffisamment éclairée les agrée ou les désire. Un Gouvernement et une Législature n'ont pas la mission d'être à la queue du peuple, mais à sa tête, pour lui aider à être plus sage et meilleur et non pour favoriser tous ses caprices. Mais encore une fois, sur ce point comme sur bien d'autres, le peuple, parce qu'il a gardé son bon sens chrétien, a des idées plus saines et plus justes que nombre de ceux qui ont reçu le mandat de lui faire des lois : il ne demande pas et ne désire pas que l'on taxe ses églises, ni ses institutions de charité et d'éducation. Il comprend bien qu'au fond, c'est lui qu'on retaxerait en les taxant.

Alors, quel prétexte à ces lois que le vrai peuple ne demande pas et dont il ne veut pas, quand il n'est pas circonvenu et trompé par des faiseurs qui s'en font suivre en dissimulant leurs intentions ?

On dit que le progrès des municipalités demande le sacrifice des immunités.

Alors pourquoi ne sacrifier au progrès que l'immunité des biens de l'Eglise et des institutions religieuses ? Pourquoi pas l'immunité des biens provinciaux et fédéraux ? La province et le pays sont-ils moins intéressés au progrès des municipalités que l'Eglise et les institutions catholiques ?

Mais le prétexte n'est même pas sérieux. Le respect de l'immunité a-t-il empêché Montréal de grandir et Québec de prospérer ? Est-il vrai que la suppression en tout ou en partie de l'immunité des biens religieux accélérerait notablement le progrès et la prospérité des villes et des municipalités rurales, et qu'il n'y a pas de moyen plus efficace d'y